

---

**Question 1 – Question 1 : Jugez-vous souhaitable de poursuivre la consolidation des PEGs ? Pensez-vous que le maintien de la structure actuelle des PEGs est une option envisageable ?**

Elengy considère que les zones d'équilibrage doivent rester cohérentes avec les grandes contraintes du réseau et que le souhait compréhensible d'une consolidation des PEGs à l'échelle de la France, voire encore plus large, ne doit pas faire fi de ces contraintes physiques. Sinon de telles opérations auront aussi pour conséquence la diminution du volant de capacités fermes pouvant être commercialisées par le transporteur, sauf investissements colossaux, ce qui nuira à l'attractivité des autres infrastructures connexes.

L'ampleur des investissements nécessaires est telle que l'on peut douter de l'équilibre avec les gains attendus et risque de nuire au marché du gaz.

**Question 2 – Etes-vous favorable à l'harmonisation des procédures et des systèmes d'information de GRTgaz et TIGF liés à ces évolutions? Pensez-vous souhaitable que les deux GRT français adhèrent à la plate-forme commune de commercialisation des capacités annoncée en avril 2012 ?**

Pas de remarque de Elengy.

**Question 3 – Que pensez-vous des conclusions de l'étude KEMA ? Partagez-vous l'analyse de la CRE ?**

Elengy n'a pas de remarque particulière sur la méthodologie utilisée par KEMA et sur les estimations financières qui en ont été tirées, les sensibilités par rapport aux données d'entrée sur les résultats ayant été bien mises en évidence lors des réunions de concertation et lors des tables rondes à la CRE.

Elengy rappelle son opposition ferme à toute mesure administrative d'imposition de flux qui aurait pour premier effet de nuire à l'attractivité des terminaux de Fos pour les souscripteurs potentiels.

Elengy partage l'idée que l'assiette de points sur lesquels des engagements volontaires de flux sur des bases de marché pourraient être proposés doit être la plus large possible pour éviter les contestations sur le prix obtenu. Et donc les mécanismes journaliers, hebdomadaires ou mensuels qui pourraient être mis en place doivent s'appliquer uniformément à Fos, au PIR Midi (ou Larrau) et aux stockages de la zone sud. Elengy a des doutes sur la pertinence d'un mécanisme à pas annuel qui obligerait les expéditeurs à demander une prime fixe très importante pour se protéger contre la somme des aléas sur une période aussi longue.

Elengy partage aussi l'idée qu'il faut réduire autant que possible le besoin d'engagement de flux et que pour se faire, une capacité ferme de sortie actuelle de la zone sud vers le sud ouest ou l'Espagne n'a pas à être convertie automatiquement en une capacité ferme depuis la zone nord. Il convient effectivement de se limiter au mieux aux seules capacités déjà souscrites, et convertir le reste en capacité interruptible ou conditionnelle.

**Question 4 : Dans le contexte actuel, jugez-vous pertinent d'engager des investissements d'une telle ampleur au regard des bénéfices attendus ?**

Elengy constate qu'un tel investissement vise d'abord à relier les clients de la zone sud au système de la zone nord.

L'allocation de la hausse de +15% associée à ces 1.8 milliards d'euro entre les différents points du réseau GRTgaz est déjà un problème en soi. Ramené à la consommation de la zone sud, cet investissement représente un

surcoût annuel certain de l'ordre de 2 €/MWh dont on peut douter qu'il puisse être compensé par une réduction du prix de la molécule via l'accroissement de compétition en zone sud.

**Question 5 : Quel jugement portez-vous sur la solution proposée par GRTgaz associant investissements et mécanismes contractuels?**

La solution semble intéressante mais Elengy peut difficilement donner un avis tranché sans des éclaircissements sur la méthode de répartition des coûts d'investissement qui est envisagée par le régulateur.

**Question 6 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la création d'un PEG commun GRTgaz Sud -TIGF?**

Dans la mesure où il n'y aurait aucune réelle contrainte physique entre les deux zones et que ce type de création a déjà été mis en œuvre ailleurs en Europe, Elengy partage l'analyse de la CRE.

Cependant pour avoir un avis totalement arrêté, il manque là aussi des éléments sur la répartition envisagée dans la grille tarifaire pour compenser les recettes des opérateurs sur la liaison GRTgaz-TIGF supprimée.

**Question 7 : Pensez-vous que le couplage de marché puisse constituer une alternative à la création d'un PEG unique GRTgaz Nord et Sud ? Pensez-vous que le couplage de marché puisse constituer une solution alternative à la création d'un PEG commun GRTgaz Sud et TIGF ou une première étape avant ce PEG commun ? Dans cette hypothèse, comment traiter la coexistence éventuelle d'un prix nul pour la capacité court terme avec le prix actuel de la capacité ferme réservée à long terme à l'interface GRTgaz Sud-TIGF ?**

Un mécanisme de couplage entre les zones GRTgaz sud et TIGF ne doit pas être un prétexte à retarder la fusion de ces zones techniquement possible dès maintenant.

**Question 8 : Partagez-vous l'analyse comparée de la CRE des différentes options envisageables ?**

Nous partageons globalement l'analyse de la CRE avec les deux remarques ci-dessous.

- La fusion des zones nord et sud de GRTgaz sur une base de mécanismes contractuels ne serait réaliste qu'à la mise en service de l'Arc de Dierrey et Eridan selon ce qui a été dit en concertation, et donc fin 2016 au plus tôt. Dès aléas étant toujours possibles, une application au 01 avril 2017 semble plus raisonnable.
- Elengy ne perçoit aucun réel gain pour les clients de la zone nord en cas de fusion. Ce sont les clients de la zone sud, et surtout de la zone TIGF, qui ont à y gagner en accédant à des places de marché beaucoup plus liquides.

**Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE ? Pensez-vous que le maintien du PEG TIGF soit envisageable à long terme ? Pensez-vous que le rapprochement du PEG TIGF avec le marché espagnol soit une option réalisable à court ou moyen terme ?**

La diminution du nombre de places d'échanges par regroupement sur des zones plus vastes suivant les critères préconisés dans le 'Gas Target Model' semble souhaitable et inéluctable, notamment s'il n'y a pas de contrainte physique entre ces places d'échanges.

Le rapprochement du PEG TIGF avec le marché espagnol nous semble être une idée étrange et passablement plus compliquée (gouvernance, cadre légal, acceptabilité par les consommateurs, etc.) et potentiellement plus coûteuse qu'un rapprochement avec la zone GRTgaz adjacente.

---

**Question 10 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les options cibles envisageables ?**  
**Laquelle des trois cibles a votre préférence ?**

L'option d'une fusion des zones TIGF et GRTgaz sud semble de loin la plus facile à mettre en œuvre, et sans coût pour la collectivité. Elle permet de montrer un signe positif d'évolution à court terme sur la moitié sud de la France, et ensuite d'envisager l'étape suivante sans précipitation.

**Question 11 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité d'une évolution rapide de la structure du marché ? Pensez-vous nécessaire que les premières évolutions interviennent au plus tard en 2015 ?**

Pas de remarque de Elengy

**Question 12 : Etes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE sur les évolutions possibles au 1er avril 2015 ? Laquelle des deux options à votre préférence ? Dans le cas du PEG GRTgaz unique, faudrait-il décider simultanément de la mise en place d'un couplage de marché entre GRTgaz Sud et TIGF ? Dans le cas du PEG commun GRTgaz Sud - TIGF, faudrait-il lancer simultanément les études pour le doublement de l'artère de Bourgogne ?**

La seconde option a clairement l'avantage d'une faisabilité avérée avec un coût quasiment nul pour la collectivité. Elle permet de disposer en France d'un système en accord avec les préconisations du 'gas target model' en 2015. Elengy approuve aussi le lancement de la phase d'études sur l'artère de Bourgogne sans préjuger de la pertinence de la décision d'investissement à ce stade.

**Question 13 : Avez-vous d'autres remarques à formuler ?**

Cette consultation n'a pas réellement traité la question de l'allocation des surcoûts induits par la disparition de termes tarifaire de liaisons entre zones fusionnées, ou bien par les investissements envisagés sur l'artère de Bourgogne ou par les actions commerciales d'incitation sur les flux.

La contrainte principale levée par ces mécanismes étant la celle des flux Nord vers Sud, Elengy considère qu'il convient en priorité de les affecter aux points d'entrée de la zone nord et de sortie de la zone sud.